

Une « nouvelle République » ? Un enjeu de classe

Christian Picquet

(Fédération de la Haute-Garonne, comité exécutif national)

La question de la République, de son avenir comme de son contenu, va plus que jamais se trouver au coeur du débat politique en France. Tout atteste, en effet, que la bourgeoisie entend parachever la dislocation de ses principes fondateurs, dans le cadre de l'offensive généralisée qu'elle conduit contre les grandes conquêtes sociales et politiques du monde du travail et du peuple. Cela rend d'autant plus désastreux que tout un pan de la gauche se dérobe aujourd'hui à cette bataille : soit que, emportés par une vision se croyant moderniste, les secteurs concernés voient dans cette référence une archaïque survivance de la tradition radicale-socialiste d'hier, c'est généralement la posture des sociaux-libéraux ; soit qu'ils considèrent les exigences républicaines comme une mystification, ce qui est le cas des tenants de la stratégie dite de la « *nouvelle France* ».

L'héritage spécifique de la Révolution française

Très tôt, le mouvement ouvrier, et les communistes en son sein, auront été amenés à prendre la mesure de l'enjeu de classe que revêtait le combat pour la défense ET la transformation de la République. Car la classe dominante s'est toujours défiée de l'empreinte subversive laissée par la Révolution française dans la mémoire collective, du fait de la puissance du mouvement populaire l'ayant caractérisée. Le corps de principes qui y est associé (souveraineté populaire, recherche de l'intérêt général et de l'égalité comme objectif de la démocratie, rôle prééminent de la puissance publique pour garantir le « *droit à l'existence* » du plus grand nombre face au « *droit de propriété* » (Robespierre), séparation des Églises et de l'État, définition de la nation comme communauté de citoyens récusant toute filiation ethnique ou religieuse, proclamation de l'universalité des droits humains...) aura ainsi résonné, jusqu'à nos jours, comme un défi à l'injustice et aux privilèges.

Ce qui explique, tout à la fois, l'engagement des forces populaires pour approfondir ces principes et faire en sorte qu'ils ne restent pas le simple alibi de l'exploitation capitaliste, mais aussi l'acharnement du capital à en effacer la trace dans la conscience ouvrière. Marx avait parfaitement

identifié la portée révolutionnaire de cette spécificité de l'histoire française : « *La Révolution française a fait éclore des idées qui mènent au-delà des idées de l'ancien ordre du monde. Le mouvement révolutionnaire qui prit naissance en 1789 au cercle social, qui, en cours de route eut pour représentants principaux Leclerc et Roux, et finit par succomber avec la conspiration de Babeuf, avait fait éclore l'idée communiste* » (*La Sainte-Famille*).

De fait, les incessants combats en faveur de la laïcité et du respect de la loi de 1905, les batailles pour que le monde du travail bénéficie de protections codifiées par la loi et pas simplement de contractualisations usuelles avec les employeurs, les conquêtes de Juin 36 autant que de la Libération et du CNR, Mai 68 et les droits nouveaux arrachés par les salariés à l'entreprise, sans parler des mobilisations innombrables en défense de la Sécurité sociale et de la retraite par répartition ont confirmé cette réalité jusqu'à nos jours. Tout comme, à l'inverse, les assauts réguliers que la classe dominante aura livrés à la République, de l'affaire Dreyfus et de Vichy jusqu'aux nombreuses tentatives visant à lui substituer des solutions autoritaires ou bonapartistes considérées comme les mieux à même de servir ses intérêts.

Cela aura conduit le mouvement ouvrier français à ne pas simplement vouloir « défendre » la République contre ceux qui voulaient la mettre à bas, mais à chercher à en pousser les principes « *jusqu'au bout* », jusqu'à la République sociale. C'est sans doute Jaurès qui le formalisa le plus précisément en appelant, pour disputer le pouvoir au capital, à faire en sorte que les travailleurs et travailleuses deviennent aussi souverains, jusque dans l'entreprise, que les citoyens le sont par leurs suffrages dans l'ordre politique.

La base commune présentée par le conseil national en vue de notre 40^e Congrès (« *Un communisme de conquêtes* »), loin de verser dans des rappels formels aux « valeurs », s'inscrit dans le droit fil de cette bataille de classe qui se sera, au fil du temps, cristallisée autour de la République et de son contenu. C'est en ce sens qu'elle souligne que les communistes ont, tout au long de leur histoire, développé une approche originale : « *De 1789 et la Commune de Paris jusqu'au Front populaire et à la Résistance, ces combats ont posé les fondements d'une République conçue comme un projet d'émancipation humaine. Ce combat républicain est un combat de classe, car la République ne peut*

devenir pleinement démocratique et sociale sans remettre en cause la domination du capital. »

C'est dans cet esprit, qu'à propos du premier moment de la transition vers le communisme, elle parle d'un « *socialisme aux couleurs de la France* ». Il ne s'agit pas là d'exprimer une quelconque nostalgie de formules ayant déjà marqué l'histoire de notre parti, ni de manifester une quelconque tentation du repli sur les frontières nationales, ce qui serait pour le moins illusoire face aux défis d'une économie globalisée. Mais de rappeler, loin de tout « modèle », que le processus révolutionnaire que nous appelons de nos vœux pour le pays n'est pas concevable sans que l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange, ou la planification des choix de développement, viennent s'adosser à l'héritage des combats du mouvement ouvrier : pour approfondir les conquêtes de la Révolution française et de la République ; pour étendre audacieusement les libertés individuelles et collectives ; pour favoriser l'intervention populaire en arrachant de nouveaux pouvoirs au bénéfice des citoyens et de la classe travailleuse.

Le néolibéralisme et la haine de la démocratie

Être à la hauteur de cet enjeu primordial du combat de classe dans notre pays est d'autant plus indispensable que nous vivons un moment où, de nouveau, le capital déploie des moyens considérables pour détruire ce qu'il demeure des acquis de décennies de luttes sociales et politiques. Depuis son déclenchement, la contre-révolution néolibérale a déclaré la guerre à la démocratie, considérée comme un obstacle insupportable à la toute-puissance des marchés mondialisés. L'un de ses principaux théoriciens, Friedrich Hayek, l'avait annoncé en appelant au « *détrônement de la politique* ».

En France, cela aura pris la forme d'une attaque frontale contre l'héritage de la République refondée à la Libération. La diatribe du très haut responsable du Medef qu'était en 2007 Denis Kessler aura, de ce point de vue, résonné comme un aveu : « *Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce*

programme ambitieux. La liste des réformes ? (...) Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. »

La crise de valorisation qu'affronte présentement le capitalisme amène ses secteurs dominants, en particulier ceux de la révolution informationnelle, à s'orienter vers la mise en oeuvre d'un nouveau mode d'accumulation. À travers la politique menée par l'actuelle administration Trump, on discerne ainsi une conception globale du mode de direction politique des nations. Elle vient s'articuler au redéploiement guerrier de l'impérialisme nord-américain. Et elle s'efforce de l'étendre aux pays développés de la sphère d'influence de ce dernier, en oeuvrant en trois grandes directions : le contrôle direct des sociétés par la finance et les firmes, qui suppose l'installation de régimes autoritaires et oligarchiques ; la rupture de ce fait assumée avec les apports des Lumières et des conquêtes démocratiques du siècle et demi écoulé ; et l'encadrement des populations au moyen des puissants instruments algorithmiques aujourd'hui au coeur du nouvel âge capitaliste. Dans le cadre de ce véritable basculement, la restructuration du travail humain et sa précarisation — sans cesse aggravée grâce à l'utilisation des moyens de la révolution informationnelle —, ainsi que la fracturation sociale, territoriale, ethnique et religieuse des nations, se révèlent les moyens de cette hégémonie renouvelée du grand capital. Et les extrêmes droites tendent à en devenir des instruments fonctionnels dans de nombreux pays en proie à des crises politiques profondes.

Pour un pays comme le nôtre, cela se traduit par des phénomènes étroitement imbriqués : les politiques déployées dans le but d'atomiser le salariat, démanteler les services publics, affaiblir la puissance publique, et placer le mouvement social sur la défensive ; la présidentialisation croissante des institutions, allant de pair avec la marginalisation du Parlement et l'atrophie de la démocratie à tous les niveaux ; la désagrégation recherchée de l'école publique et de tout ce qui véhicule les savoirs et la culture, conjuguée avec la concentration des grands moyens de communication entre les mains d'une poignée de gigantesques groupes multimédias ; la restructuration des territoires et les tentatives de les mettre en concurrence, au prix du recul de la capacité du corps social à faire nation ; l'utilisation de la place présentement prise par les fondamentalismes religieux pour remettre en cause les exigences laïques et accélérer la privatisation de

l'enseignement ; le développement des campagnes racistes et xénophobes visant à opposer entre eux les différents secteurs du monde du travail ; la montée en puissance des idéologies obscurantistes et complotistes, faisant reculer la raison critique...

Les attaques convergentes de la droite et du Medef contre ce qu'il subsiste du droit du travail, la protection sociale ou les missions de l'État lorsqu'elles contreviennent aux lois réputées intangibles du marché, en représentent les manifestations quotidiennes. Elles s'articulent aux offensives politiques et idéologiques visant, contre l'État de droit, à criminaliser l'action syndicale ou associative et à édulcorer les principales libertés publiques, au nom notamment de la lutte contre l'immigration et l'insécurité dont elle serait par essence porteuse. Une porosité nouvelle s'installe, dans ce cadre, entre les représentations politiques de la bourgeoisie et l'extrême droite, même si le processus est très loin d'être achevé. Ce dont il faut prendre toute la mesure, le Rassemblement national ayant pour objectif premier d'abattre le pilier égalitaire fondateur de la République grâce à son projet de « *préférence nationale* », lequel dessine un système d'apartheid institutionnalisé. De ce point de vue, bien qu'elle se révèle à bout de souffle, la V^e République confirme sa nature profondément antidémocratique. Elle est le premier vecteur de cette montée des périls, et c'est dans le cadre de son fonctionnement et de la préparation de la prochaine présidentielle que se nouent actuellement des liens entre le Rassemblement national et certaines fractions de la droite traditionnelle comme du grand patronat.

Pour le dire autrement, nous sommes entrés dans une période historique aux enjeux renouvelés pour notre classe. Les conquises qu'aura, au fil des deux siècles écoulés, cristallisés la République en France n'en demeurent pas moins d'une brûlante actualité pour relever les défis du nouvel âge capitaliste et... pour arracher de nouvelles conquêtes.

Ce serait, par conséquent, pour notre parti, une faute majeure de ne pas placer l'objectif d'une République refondée au cœur du projet qui vise à ouvrir le chemin du dépassement du capitalisme. Il convient au contraire de l'articuler avec celui d'un travail redevenu émancipateur dans le cadre d'un nouveau modèle de développement socialement juste et écologiquement soutenable. Comme avec celui de la paix qu'une

France ayant reconquis son indépendance se devrait de porter au service de la coopération internationaliste des peuples.

L'urgence de la clarification à gauche

La nouvelle République, que défend le projet de base commune du conseil national, entend pousser la démocratie jusqu'au bout en étendant les libertés individuelles et collectives, en tournant la page du présidentielisme et en rendant réellement le pouvoir au peuple. Elle affirme son engagement en faveur d'une laïcité de combat, afin de garantir la séparation absolue des institutions religieuses et de l'État, d'assurer la liberté de conscience, de permettre à chacun et chacune d'exercer véritablement sa citoyenneté en s'affranchissant des tutelles religieuses ou communautaires, de concourir du même coup à l'unité du monde du travail contre tout ce qui le divise. Elle revendique son caractère universaliste à l'encontre de ce qui oppose entre eux les êtres humains en fonction de leur origine, de leur couleur de peau ou de leur genre, les droits fondamentaux ne pouvant d'aucune manière se voir hiérarchisés. Elle se définit enfin comme sociale, car son objet même est de s'attaquer à la domination du capital, en permettant aux citoyens et au monde du travail de s'appropriier les principaux leviers de commande et de disposer de droits nouveaux de contrôle autant que de décision jusque dans les entreprises, concourant ainsi à l'émancipation de tous et toutes.

Cette approche éclaire une bataille d'idées essentielle à gauche aujourd'hui. Les logiques d'accompagnement du capitalisme financiarisé et globalisé, qui demeurent prédominantes au sein de la social-démocratie à l'échelle internationale en dépit des désastres auxquelles elles ont conduites, ont pour caractéristiques de se refuser à poser les questions cruciales du pouvoir à conquérir sur le capital et de l'appropriation publique et sociale des principaux moyens de production et d'échange. Avec pour implication d'avoir vu le Parti socialiste renoncer à défendre les exigences républicaines les plus fondamentales, sur le socle desquelles la gauche s'est historiquement construite.

Ainsi aura-t-il, ces quatre dernières décennies, déserté la bataille de la laïcité rouverte par les intégrismes, accepté le démantèlement de la propriété publique et oeuvré aux privatisations quand il fut aux affaires,

renoncé à contester les mécanismes de la V^o République malgré la crise de la démocratie qu'ils ont aggravée, ou encore approuvé tous les traités néolibéraux sur lesquels s'est construite l'Union européenne au détriment des droits sociaux et de la souveraineté démocratique du peuple.

Son projet de programme actuellement en débat ne rompt pas avec cette trajectoire. S'il reconnaît ses échecs, il persiste à ignorer la nécessité de prendre appui sur les principes fondateurs de la République afin d'en pousser les dynamiques d'affrontement aux logiques capitalistes, et en allant jusqu'à ne retenir du triptyque républicain que la notion de « *liberté* », qu'il affirme vouloir disputer aux libéraux. Ce qui revient à ignorer délibérément l'« *égalité* » et la « *fraternité* », notions qui ont pourtant catalysé les plus grandes confrontations de classe dans notre pays.

La « *nouvelle France* » : une impasse calamiteuse

Face à cette persistance du social-libéralisme, s'affirme autour de La France insoumise ce qui se veut une « *gauche de rupture* ». Mais elle n'est elle-même « en rupture » qu'avec le meilleur de l'héritage du mouvement ouvrier et de la gauche. Ce courant a en effet, ces dernières années, fait le choix funeste de construire sa stratégie en vue de 2027 sur le concept de « *nouvelle France* ». Celui-ci prétend asseoir la campagne de Jean-Luc Mélenchon, en vue d'accéder au second tour de la présidentielle, sur le socle que constituerait une fraction de la jeunesse, des populations urbaines diplômées mais menacées de déclassement, et des quartiers populaires. Il prolonge ici ce qui avait déjà conduit ce courant à décréter la fin de la centralité du combat de classe au profit d'un populisme se disant de gauche. Il tourne, du même coup, le dos à l'objectif du rassemblement de la classe travailleuse par-delà les origines, la couleur de peau ou la religion de chacune et chacun. Il va dorénavant jusqu'à opposer deux France, celle dite « *créolisée* » à celle décrétée « *moisie* » bien qu'elle regroupe une très large partie d'un monde du travail éprouvant un profond sentiment d'éloignement de la part de la gauche et qui en vient, de ce fait, à s'abandonner aux poisons du repli voire du vote pour l'extrême droite. Le choix se révèle d'autant plus calamiteux que les territoires concernés sont précisément ceux qui ont manifesté avec le plus de force pour

refuser la contre-réforme des retraites, exprimant quelque part l'attente sourde d'une perspective de classe mobilisatrice..

Pour légitimer son approche, La France insoumise dit vouloir se démarquer d'un universalisme qui ignorerait les identités de chacune et chacun, ou qui voudrait les noyer dans l'ensemble abstrait de la citoyenneté républicaine pour, en fin de compte, ne pas poser à la société française la question de son passé colonial. Certains courants soutenant désormais LFI poussent d'ailleurs l'accusation jusqu'à en appeler à la rupture avec les Lumières. Pourtant, contre l'esclavage et les différences de statuts institutionnalisés par l'Ancien Régime, ces dernières ont proclamé que tous et toutes appartenaient également à la même humanité. L'universalisme républicain à leur suite n'a jamais nié les identités caractérisant chaque individu. Simplement, à juste titre, il a relevé que tout être humain était porteur d'identités multiples et que c'était l'essentialiser que de le réduire à une seule d'entre elles, en l'occurrence de nos jours celle de « *post-coloniaux* ». À son tour, le mouvement ouvrier révolutionnaire, parce qu'il a inscrit son internationalisme dans le droit fil de l'universalisme, s'est toujours porté aux avant-postes des combats contre le racisme, le colonialisme ou le néocolonialisme. Donc, du refus que les identités soient génératrices de discriminations et d'exclusions. Ce qui s'est traduit par une bataille de tous les instants en faveur de l'égalité des droits. Laquelle procède directement de la volonté de rassembler le plus grand nombre à partir de ses intérêts fondamentaux communs, c'est-à-dire de dépasser les replis identitaires en désignant l'affranchissement de la tutelle du capital sur la société comme la condition de l'émancipation individuelle et collective. De ce point de vue, comme le rappellent souvent le sociologue Stéphane Beaud et l'historien Gérard Noiriel, la classe sociale d'appartenance demeure, *in fine*, « *le facteur déterminant autour duquel s'affirment les autres dimensions de l'identité des personnes* ».

La campagne des dernières municipales a donné la mesure de l'impasse auquel la rupture avec cette ligne d'horizon peut conduire la gauche et le pays. En n'hésitant pas à racialisier et à essentialiser un secteur entier de la France (à travers notamment l'usage martelé du concept de « *racisé* » pour désigner celui-ci), LFI a délibérément tourné le dos à l'exigence d'égalité face aux fractures ethniques et aux discriminations sociales ou culturelles, qu'entretient l'empreinte coloniale sur l'histoire française et sur laquelle prospère l'extrême droite.

Le but recherché a, d'évidence, consisté à opposer un identitarisme se prétendant progressiste à celui que porte le Rassemblement national. Le résultat menace d'être dévastateur.

Alors qu'il faut reconstruire la conscience de classe afin d'unir le peuple de France autour d'une perspective de dépassement du capitalisme, cette orientation joue sur les « *affects* » au risque d'aggraver les pires confusions dans la société ; elle surenchérit à propos des identités en n'hésitant pas à les opposer entre elles ; elle va jusqu'à encourager les dérives des forces qui dénoncent le « *privilège blanc* », justifient l'antisémitisme ou fraient avec l'islamisme réactionnaire ; elle légitime du même coup l'appréciation selon laquelle les principes républicains ne serviraient qu'à occulter un racisme « systémique » entretenu et développé par les institutions en place (comme il l'était sous Vichy). Cette vision des choses divise ainsi profondément la majorité sociale du pays, faisant au final le seul jeu des pires ennemis de cette dernière.

La visée d'une « *nouvelle République* » est, pour cette raison, le moyen de combattre ces impasses, de faire bouger les lignes du débat public, d'avancer véritablement dans la reconstruction d'une gauche à la hauteur des défis du moment. Cette reconstruction ne sera toutefois possible qu'à partir d'une politique permettant le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui ont un intérêt commun au renversement des logiques capitalistes. La voix du Parti communiste français, seule à assumer cette cohérence, n'en est que plus essentielle. C'est, précisément, ce qui fonde les propositions de la « *base commune* » présentée par le conseil national.